

VOL. 40 | N° 09

12 février 2024

2,50 \$ (taxes incluses)



DANS LES PORTEFEUILLES DES ÉTUDIANTS INTERNATIONAUX

PAGES 6 et 7

Photo: Alexis Brown (Unsplash)



Photo: Courtoisie

**La ministre Leboutillier
sur le vieux Rocher**

PAGE 2 >



Photo: Archives Le Gaboteur

**Place au français aux
Jeux du Canada 2025?**

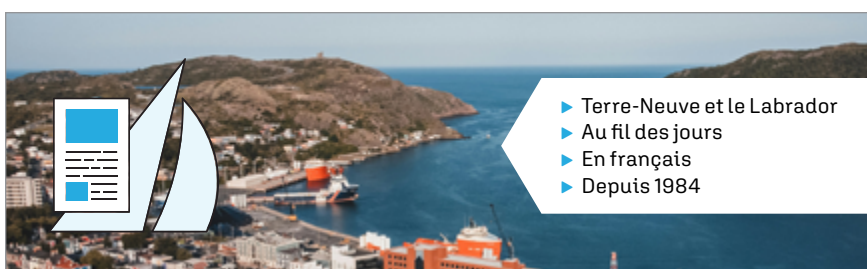
PAGE 3 >



Photo: Kenny Grady (Courtoisie)

**Une tornade de bouquinades
fait lire en français**

PAGE 11 >



- ▶ Terre-Neuve et le Labrador
- ▶ Au fil des jours
- ▶ En français
- ▶ Depuis 1984

Abonnement d'un an **20 NUMÉROS**

papier et numérique **35\$**
paper and digital +taxes

numérique seulement **25\$**
digital only +taxes

www.gaboteur.ca/abonnement



gaboteur.ca

PÊCHE ET OCÉANS

CODY BRODERICK | IJL - LE GABOTEUR - RÉSEAU.PRESSE - ATL

RETOUR SUR LA VISITE DE LA MINISTRE LEBOUTHILLIER

Première visite dans la province dans son nouveau rôle, la ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Diane Lebouthillier, s'est accordée quelques minutes pour faire une entrevue avec *Le Gaboteur*. Retour sur son passage.



La ministre Lebouthillier (deuxième à gauche) a annoncé l'investissement de 34,3 millions de dollars au chantier naval de St. John's le 16 janvier dernier. Photo: Courtoisie

Députée fédérale depuis 2015, c'est en juillet dernier que Diane Lebouthillier est devenue ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne. Pour débiter la nouvelle année, la ministre a organisé une brève tournée dans la capitale pour rencontrer les travailleurs dans les industries de la pêche et du phoque, faire une visite à la garde côtière et annoncer un investissement de 34 millions de dollars.

Judy LaMarsh au chantier naval

Le 16 janvier dernier, au chantier naval, accompagnée de la ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Gudie Hutchings, de la circonscription fédérale des Long Range Mountains, la ministre Lebouthillier a annoncé l'attribution de 34,3 millions de dollars au chantier naval de la capitale, Newdock, pour la

conversion et le radoub du navire de la Garde côtière canadienne *Judy LaMarsh*.

Le contrat a une valeur de 34,3 millions de dollars et les travaux sur le brise-glace ont déjà commencé en décembre. Après les 18 mois en cale sèche, le navire sera encore prêt à naviguer en mars 2025.

Construit en 2010 en Roumanie, le navire a d'abord opéré dans les champs pétroliers de la mer Caspienne sous le nom de *Mangystau-2*. Le gouvernement canadien a acheté le navire en 2021 et l'a rebaptisé en l'honneur de la deuxième femme à avoir occupé un poste de ministre fédéral.

En plus des eaux du Canada atlantique, le navire effectue des opérations de déglacage dans les Grands Lacs et la Voie maritime du Saint-Laurent. Il s'occupe également des bouées de navigation. Les rénovations sont donc «essentiels» en matière de sécu-

rité et sauvetage maritimes, dit madame Lebouthillier, en plus de participer à l'économie locale.

Avec les 34 millions de dollars viendront 80 emplois spécialisés. Les mécaniciens, électriciens, informaticiens et autres employés embauchés dans le cadre du projet seront «bien rémunérés», affirme la ministre.

«C'est une expertise qu'on développe», souligne-t-elle.

Bien que ces emplois soient temporaires, le ministre évoque des projets qui créeront encore plus d'emplois. «Je sais que le propriétaire [de Newdock] a des plans de développement», confie-t-elle au *Gaboteur*. «Le transport maritime va augmenter», assure-t-elle.

«Terre-Neuve est un endroit qui est stratégique», précise la ministre.

Paul Antle, propriétaire, emploie actuellement plus de 300 personnes au chantier naval, selon le site web de Newdock. L'entre-

prise a travaillé sur plus de 600 navires, y précise-t-on.

Pêcheurs optimistes

Lors de son entrevue avec *Le Gaboteur*, la ministre Lebouthillier souligne l'importance de «venir dans les milieux» et de «prendre le pouls de la population» qui travaille dans les industries qui relèvent de la responsabilité de son ministère. Ayant des racines gaspésiennes, elle explique au *Gaboteur* qu'elle comprend les difficultés auxquelles sont confrontées de nombreuses personnes dans le secteur de la pêche.

Pendant sa visite à St. John's, la ministre a rencontré le syndicat des pêcheurs, la Fish and Food Allied Workers-Unifor (FFAW) ainsi que des représentants de l'industrie de phoque, comme Darren Halloran, propriétaire du transformateur et vendeur de produits de phoque, Always in Vogue.

Si Radio-Canada a rapporté que ce dernier se sentait «optimiste» après la réunion, la FFAW fait état de sentiments similaires.

Le syndicat a déclaré dans un communiqué de presse publié le 25 janvier avoir noté pendant sa rencontre avec la ministre une

«volonté d'assurer la prospérité et la planification de la relève pour la pêche à la morue.»

Si la pêche à la morue figurait «en tête de l'agenda» du syndicat, les discussions ont également porté sur les crevettes du Golfe, crevettes «qui sont menacées d'une extinction rapide et certaine si elles ne reçoivent pas une aide urgente du gouvernement fédéral», précise le communiqué. «La FFAW-Unifor a bon espoir que 2024 offrira davantage d'opportunités aux pêcheurs côtiers et permettra d'établir une relation plus productive avec le ministère fédéral», résume le communiqué de presse du syndicat.

Après sa tournée terre-neuvienne, la ministre a annoncé «une baisse marquée» du total autorisé des captures (TAC) de crevettes nordiques de l'estuaire et du nord du golfe du Saint-Laurent pour la saison 2024. Le TAC pour les quatre stocks de crevettes sera de 3060 tonnes, note le communiqué de presse publié le 26 janvier. Elle a également annoncé la réouverture de la pêche au sébaste de l'unité 1 dans ces zones, fermée depuis 1995.

«À cet effet, les pêcheurs de crevette se verront octroyés une allocation afin de les soutenir», peut-on lire.

LES «MÉSAAVENTURES» DU GABOTEUR

LIVRAISON SPÉCIALE!



Bande-dessinée: Matthew Parnell

FRANCOPHONIE

DENIS LORD

JEUX DU CANADA 2025: GROGNE AVANT-COUREUSE

La FFTNL et l'ACFSJ expriment colère et insatisfaction face à la représentation et au rôle de la minorité francophone au sein de l'organisation des Jeux du Canada qui se dérouleront à St. John's en été 2025.

«Ce que j'ai à dire est très négatif», lance le directeur général de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL) Gaël Corbiveau. «Nous avons participé au comité de candidatures mais depuis, nous avons été largement ignorés, nous n'avons pas été conviés à l'annonce des Jeux, qu'on a découvert dans les médias, et qui n'a été faite qu'en anglais, à l'exception d'un segment préenregistré à Ottawa. C'était d'un ridicule absolu. Nous sommes seulement perçus comme des chasseurs de têtes de bénévoles bilingues.»

Idem du côté de l'Association communautaire francophone de Saint-Jean (ACFSJ). Le directeur général de l'association, Louis-Christophe Villeneuve, se montre très perplexe face à la société hôte des Jeux, dont il est sans nouvelle depuis six mois.

«Je me questionne beaucoup sur la manière dont on pourra trouver tous les collaborateurs et bénévoles bilingues, dit-il. Je ne suis pas le seul dans le mouvement francophone à travers le pays à me poser des questions sur la gestion des langues officielles dans ces grands événements. [...] Nous avons donné notre approbation aux Jeux mais j'ai été clair avec les organisateurs: s'ils veulent des personnes bilingues, il faut mettre les bouchées doubles maintenant.»

Préparation

Gaël Corbiveau rappelle que les Jeux sont aussi une opportunité exceptionnelle de montrer et de dynamiser la culture locale. «Mais où sont les ressources, où est le comité, où sont les moyens pour que la culture francophone soit présente?», questionne-t-il.

Selon le Conseil des Jeux du Canada, l'organisation fédérale qui chapeaute la société hôte de St. John's, il y a un budget global pour le bilinguisme mais celui-ci ne détaille pas la part qui revient à l'organisation, aux événements culturels, etc.

Louis-Christophe Villeneuve dit ignorer quelle organisation sera chargée d'élaborer la programmation culturelle francophone.

«Si je ne sais pas à quoi ils s'attendent de nous, je ne peux pas déployer des ressources financières ou humaines, ou des infrastructures, dit-il. Ça demande énormément de jus pour des organismes qui peinent déjà à offrir leurs services au quotidien.»

Politique linguistique

«Tout ce que nous faisons, événements publics, médias sociaux, communiqués, tout sera en anglais et en français», assure la directrice générale de la société hôte

des Jeux du Canada de 2025, Karen Sherriffs, ajoutant que 10% des 5000 bénévoles des Jeux devront être bilingues.

«Ça va être un défi, mais nous serons prêts», assure-t-elle.

Récemment mise à jour, la politique sur les langues officielles des Jeux dicte, dans les grandes lignes, que tout doit être en anglais et en français.

Au moment d'écrire ces lignes, les communications des Jeux observées par *Le Gaboteur* sont majoritairement bilingues, hormis l'omniprésence de l'anglais dans les liens Internet. Les deux organismes francophones reprochent aux Jeux de refuser d'utiliser *Saint-Jean* au bénéfice de *St. John's*.

Le comité des langues

La société hôte a mis en place un comité des langues officielles auquel participent des représentants d'organisations francophones de Terre-Neuve-et-Labrador et du Canada. «Ils nous aident à recruter des bénévoles et à intégrer la culture francophone dans la planification et l'exécution des Jeux du début à la fin. Nous voulons mettre cette merveilleuse communauté francophone à organisateurs: assure madame Sherriffs.

Le comité est présidé par le directeur général adjoint du Conseil scolaire francophone provincial, Peter Smith, également le porte-parole bilingue de la société.

«Nous avons aussi du personnel bilingue, dont les postes ne sont pas dans les comités des langues officielles mais dans la gestion et la coordination», souligne la directrice.

Un pseudo comité?

Le comité des langues officielles n'a pas l'approbation de la FFTNL et l'ACFSJ. «Ils ont créé un pseudo comité qu'ils ont mis au fond de leur organigramme pour se donner bonne conscience», avance Gaël Corbiveau, qui préférerait que la francophonie provinciale soit représentée au niveau de la direction. «Peter Smith ne représente pas les communautés francophones, ajoute-t-il. [...] Il représente le gouvernement fédéral et a été nommé par le fédéral.»

Louis-Christophe Villeneuve, de l'ACFSJ, questionne aussi la pertinence du comité. «Je ne suis pas certain qu'il faut sectoriser autant la dualité linguistique, explique-t-il. [...] Elle est comme un projet dans un projet. Il n'y a pas d'intégration.»

SUITE EN PAGE 9

BRÈVES

CODY BRODERICK

CONCEPTION BAY EAST-BELL ISLAND DEVIENT ROUGE

Après le report de l'élection partielle dans la circonscription de Conception Bay East-Bell Island au 30 janvier en raison des conditions météorologiques, Fred Hutton, du parti libéral provincial, a remporté le vote.

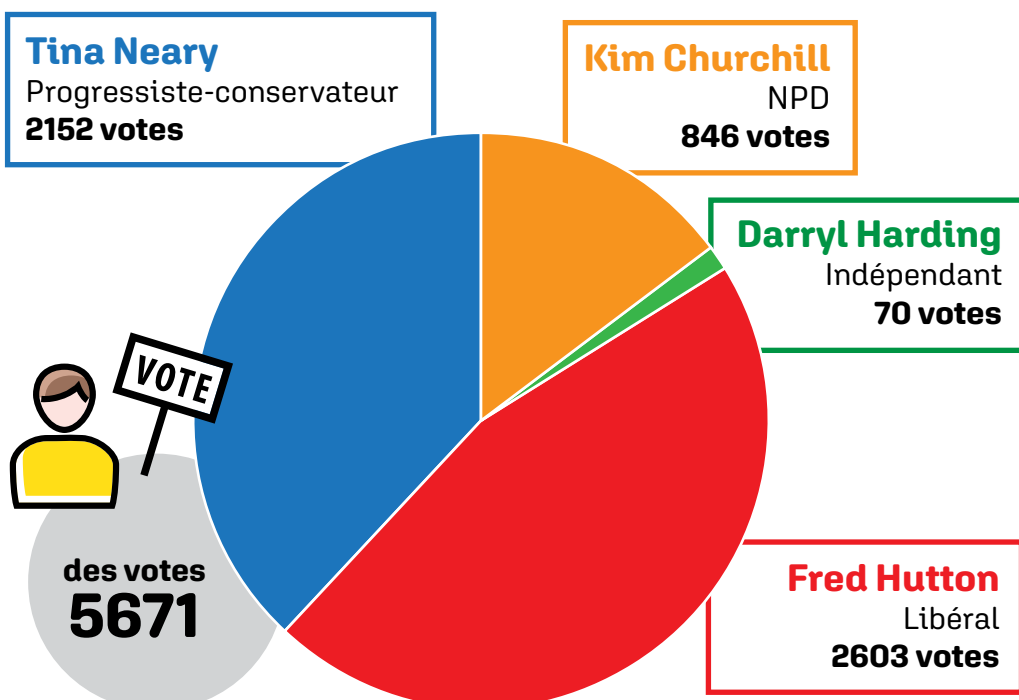
Le décompte total des voix, publié le 2 février, indique une victoire de 8%. Fred Hutton a obtenu 45,9% du total des voix, tandis que Tina Neary, du parti progressiste-conservateur, a obtenu 37,9% des votes. 14,9% des électeurs de la circonscription ont voté pour la candidate du NPD, Kim Churchill, et 1,2% pour le candidat indépendant Darryl Harding.

Après les élections provinciales de 2021, le premier ministre Andrew Furey a promis de revoir la loi électorale et des questions telles que la traduction

en français et en langues autochtones des bulletins de vote envoyés par la poste, qui, à l'époque, n'étaient disponibles qu'en anglais. Le 11 janvier dernier, Radio-Canada a rapporté que les trousseaux de vote étaient encore unilingues anglaises.

La circonscription était un bastion du parti progressiste-conservateur depuis 2003. David Brazil, le politicien progressiste-conservateur qui représentait auparavant la circonscription depuis 2010, a démissionné en décembre dernier pour des raisons de santé.

Avant de se lancer en politique, Fred Hutton a travaillé comme journaliste à NTV, VOCM et CBC. Il a quitté le journalisme en 2020 pour devenir conseiller du premier ministre Andrew Furey.



L'ÉPAVE DE CAPE RAY: L'ENQUÊTE COMMENCE

Une mystérieuse épave est venue s'échouer sur le rivage du parc provincial JT Cheeseman, près de Cape Ray, à la fin du mois de janvier, ce qui a suscité un vif intérêt dans toute la province de Terre-Neuve-et-Labrador, et même au-delà.

Conséquence de la tempête post-tropicale Fiona de septembre dernier, l'épave soulève de nombreuses questions sur son histoire. L'épave est originaire d'où? Le navire a été construit quand?

La CBC a rapporté le 28 janvier que des spécialistes pensent que le navire a été construit dans les années 1800, mais avoir une réponse

précise à ces questions n'est pas une simple affaire.

Si des représentants du bureau provincial d'archéologie se sont rendus à Cape Ray le premier week-end du mois de février pour prendre des photos, vidéos et mesures de l'épave, un communiqué de presse sorti le 2 février rappelle au public qu'il est toujours trop tôt pour savoir exactement les origines du navire.

«Il y a potentiellement des milliers d'épaves dans les eaux de l'île de Terre-Neuve et il sera peut-être difficile d'identifier l'origine exacte de ce navire», peut-on lire.

LE CSFP REPREND SES DÉMARCHES JUDICIAIRES CONTRE PATRIMOINE CANADA

Dans l'article «L'assemblée générale annuelle du CSFP: Argent et élections», publié en novembre dernier, *Le Gaboteur* a rapporté que le Conseil scolaire francophone provincial (CSFP) comptait «mieux comprendre» la distribution des fonds pour les Programmes de langues officielles en éducation (PLOÉ) dans la province.

Financés par Patrimoine Canada, les fonds PLOÉ sont distribués aux écoles de la province par le gouvernement provincial. Le CSFP veut savoir combien la province reçoit au total et combien d'argent est divisé entre les écoles francophones d'un côté et

d'autres programmes, comme l'immersion, de l'autre.

Si le CSFP demande d'être consulté avant la distribution des fonds depuis 2017, croyant ne pas avoir reçu la totalité des fonds qui lui sont dus, une poursuite était sur la table depuis cette même année, détaille un article de Radio-Canada publié le 2 février dernier. C'est en mars 2023 que le CSFP a repris ses démarches judiciaires, et ce, toujours sans réponse.

Histoire à suivre dans les pages du *Gaboteur*.

CHRONIQUE À TEMPS PERDU**LOGEMENT ET IMMIGRATION:
UN DÉBAT QUI MANQUE LA CIBLE**

Parfois, il ne faut qu'un mot ou deux pour que la sphère publique s'enflamme. Ce mot, ce sont deux économistes de la Banque nationale qui l'ont écrit dans une note économique publiée le 15 janvier en proposant une conjonction entre l'idée d'un «piège démographique» et celle d'un «manque d'infrastructures de logement»¹. Il n'en fallait pas plus pour que les médias et les politiciens s'emparent de cette conjonction pour en faire l'objet d'un véritable enjeu.

Patrick Renaud

Les germes de cette tempête médiatique et politique étaient en jachère depuis quelques temps déjà, prêtes à percer le seuil de l'attention médiatique. Au mois de décembre, au Québec, un institut de recherche publiait un billet dont le titre apparaît aujourd'hui prophétique: «Logement et immigration: attention aux raccourcis»². Et pourtant, c'est exactement ce raccourci qui circule aujourd'hui allégrement dans l'espace médiatique; ce raccourci sur lequel on insiste, on persiste et on signe. Alors que cela fait des années que différents organismes luttant pour le droit au logement sonnent l'alarme par rapport à une crise du logement qui traverse désormais le pays, différents politiciens affirment quant à eux avoir trouvé le clou sur lequel il faut frapper pour régler le problème du logement: la figure de l'immigrant.

Le solutionniste simpliste

En soi, malheureusement, cela n'a rien de bien surprenant. Il est toujours plus facile pour un gouvernement de blâmer autre que soi, d'autant plus lorsque cet autre est étranger. Il est également plus aisé de réduire les causes multiples d'une crise complexe et tragique à une seule cause. Si on peut ainsi isoler la cause, on peut ensuite penser régler le problème en s'attaquant à cette cause-là. Celui qui propose un tel *solutionnisme* passe ainsi à la fois pour lucide puisqu'il voit le problème, pédagogue puisqu'il peut expliquer *simplement* le diagnostic et le traitement, et proactif puisqu'il tente de construire un consensus autour de ce traitement pour qu'il soit appliqué. Bref, le *solutionniste simpliste* a toutes les apparences d'un *bon et responsable gouvernant*.

Monsieur Poilievre incarne cette figure du solutionniste de manière exemplaire. S'il y a une augmentation importante du nombre d'immigrants et une quantité insuffisante de nouveaux logements construits, il faut selon lui suivre le «gros bon sens» et l'esprit rigoureux de la mathématique et arrimer les seuils d'immigration au rythme de construction de nouveaux logements³.

Sa rhétorique simpliste a eu l'avantage d'être accompagnée, dans différents bul-

létins télévisés, d'un graphique impressionnant où l'on voit deux courbes: la première, celle du nombre de constructions de logements, plutôt stable, voire déclinante; la seconde, celle du nombre d'immigrants, qui monte en flèche au cours des deux dernières années⁴. Face à cette image graphique, la parole de Poilievre qui en appelle au bon sens mathématique *semble* trouver sa justification et son fondement.

Lorsque l'État s'efface...

Certaines apparences sont toutefois trompeuses et l'idiotie prend parfois les traits de l'intelligence. Il est en effet hasardeux de faire de la question migrante le cœur d'une stratégie politique afin de régler la crise du logement qui frappe le pays. Et ce, pour deux raisons.

D'une part, la popularité de ce type de discours ne se nourrit pas seulement de l'assentiment de ceux qui cherchent une solution à la crise du logement; elle s'appuie également sur et nourrit une attitude xénophobe qui est d'emblée prête à *blâmer l'immigrant* pour son malheur; une attitude xénophobe qui est à fleur de peau dans un espace public où circulent des termes comme «piège démographique» et des graphiques qui montrent une augmentation importante du nombre d'immigrants.

D'autre part, se concentrer uniquement sur une des deux courbes du graphique mentionné plus haut veut dire qu'on ne s'interroge pas sur la deuxième courbe, c'est-à-dire qu'on ne s'interroge pas quant aux raisons pouvant expliquer la stagnation du rythme de construction de nouveaux logements au pays.

Le billet de l'IRIS mentionné plus haut, là-dessus, est sans équivoque: «le déficit de construction de logements sociaux» s'explique «*au premier chef*» par «le re-



Maisons sur la colline (1909), de Pablo Picasso

trait des subventions fédérales dans les années 1990. (...) Le marché connaît un déséquilibre depuis cette époque». La présente crise, si elle frappe aujourd'hui avec une force inouïe, trouve ses sources dans une *décision* politique fédérale; une décision qui a grandement fragilisé l'offre de logements sociaux pour les segments les plus démunis de la population depuis près de trente ans.

Ce désinvestissement de l'État fait en sorte que l'offre en termes de logements devient l'apanage de promoteurs immobiliers pour qui, il faut bien le dire, le bien commun pèse très peu dans la balance. D'autant plus que les projets immobiliers nécessitent des montages financiers imposants que seuls des groupes bien nantis peuvent envisager. Or ces

groupes, opérant selon la logique névrosée du profit, n'ont rien à gagner à construire des logements abordables, encore moins des logements sociaux. Une étude va même jusqu'à dire qu'il y a une véritable «contradiction entre les attentes financières des investisseurs et la fonction première du logement: répondre au besoin humain fondamental d'avoir un toit sur la tête»⁵.

Tant que l'État continue à laisser à des larges groupes financiers le soin de construire des logements en vue d'une attente de capitalisation et non pas en vue des besoins réels de la population, notamment des plus pauvres, il ne faut pas se surprendre si la précarité de la vie s'installe au point de rendre nos villes inhabitables et inabordables.

1 Stéphane Marion et Alexandra Ducharme, «Le Canada est pris dans un piège démographique», Banque nationale. La note économique est disponible en ligne: <https://www.bnc.ca/content/dam/bnc/taux-analyses/analyse-eco/etude-speciale/etude-speciale-240115.pdf>.

2 Geneviève Vande Wiele Nobert et Julia Posca, «Logement et immigration: attention aux raccourcis», IRIS, billet publié en ligne le 19 décembre 2023. Disponible en ligne ici: <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/logement/crise-logement-immigration/>.

3 Cf. «Poilievre veut lier l'immigration au nombre de constructions». Brève publiée par Radio-Canada et disponible ici: <https://ici.radio-canada.ca/info/breve/8138/immigration-logements-poilievre-trudeau>.

4 Cf. «24/60: Crise du logement et immigration avec Paul St-Pierre Plamondon». Entrevue mise en ligne le 17 janvier 2024 sur Youtube. Le graphique apparaît à 5 minutes 55 secondes. Le vidéo est disponible ici: https://www.youtube.com/watch?v=qGAljkC515s&ab_channel=Radio-CanadaInfo.

5 Cloé St-Hilaire, Mikael Brunila & David Wachsmuth (2024) «High Rises and Housing Stress», Journal of the American Planning Association, 90:1, 129-143.

Le GABOTEUR 

Le Gaboteur est le journal francophone de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 1984. Il est publié en versions papier et numérique par la société sans but lucratif LE GABOTEUR INC.

SIÈGE SOCIAL

223-233 rue Duckworth, bureau 204
St. John's (TNL) A1C 1G8

709 753-9585 **Canada**

Un gaboteur, c'est un bateau qui transporte des marchandises ou des personnes de port en port. C'est aussi une personne qui se promène un peu partout et rapporte des nouvelles.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cyr Couturier Nancy Boutin
Ysabelle Hubert Andrée Thoms
Maude-Julia Blanchet

Contact: ca@gaboteur.ca

ÉQUIPE

Directeur général
Idriss Chafroud - dg@gaboteur.ca

Rédacteur en chef
Cody Broderick - redaction@gaboteur.ca

Journaliste stagiaire
Liz Fagan - stage@gaboteur.ca

Mise en page
Jessie Meyer

Ont collaboré à ce numéro
Matthew Parnell, Denis Lord, Patrick Renaud,
Raymond Cusson, Marine Ernout (Acadie Nouvelle),
Camille Langlade (Francopresse), Pascal Lapointe
(Sciencepresse), André Magny, Jocelyne Rochon
et ses élèves

Impression: Advocate Printing
Distribution (dernier numéro): 700 exemplaires
ISSN 0836-8155

PUBLICITÉ

Représentation nationale
Lignes agates marketing
anne@lignesagates.com

Terre-Neuve-et-Labrador, Saint-Pierre et Miquelon
Le Gaboteur Inc.
admin@gaboteur.ca, www.gaboteur.ca/annoncer

ABONNEMENT

Tarifs pour un an, avant taxes

CANADA Papier + numérique: 35 \$
Numérique (Canada): 25 \$

INTERNATIONAL Numérique: 30 \$
Papier + numérique: 130 \$

www.gaboteur.ca/abonnement

réseau@presse
médias professionnels de l'Info locale

FIER MEMBRE

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE 2021
meilleur projet numérique de l'année

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2021
meilleur article d'actualité, meilleur article
communautaire et meilleur projet spécial imprimé

GAGNANT DES PRIX D'EXCELLENCE 2022
meilleure chronique

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2022
meilleur article d'actualité

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2023
meilleur article arts et culture, meilleure
photographie et meilleur projet spécial imprimé

GAGNANT DES PRIX D'EXCELLENCE 2023
meilleur article d'actualité

LE GABOTEUR INC. est membre de du
Réseau.Presse. Nous sommes fiers
d'appuyer la Fondation Donatien Frémont.

RÉFLEXIONS DU PARC GROS-MORNE

RAYMOND CUSSON

LE GLYPHOSATE: L'INCONNU QU'ON ABSORBE TOUS LES JOURS

Vous connaissez le glyphosate? Pourtant son application est omniprésente en agriculture et nous en mangeons quotidiennement.

Je m'explique. Le glyphosate est un herbicide commun, très répandu et vendu à travers le monde, connu sous le nom commercial de Roundup de la firme Bayer, propriétaire de Monsanto. Au Canada, il est inclus dans presque 200 formules commerciales. On le retrouve en agriculture, dans les parcs, terrains de golf, aux abords des routes, tout en étant disponible chez votre quincaillerie du coin et les centres de jardinage. La vente de ce produit a atteint plus de 470 millions de kilogrammes entre 2007 et 2018 au Canada.

Dans un contexte de mondialisation, de libre-échange, d'agriculture industrielle et de mouvement des denrées entre les pays, il est important de réaliser que ce que nous nous mettons sous la dent n'est pas nécessairement assujéti aux mêmes règles partout sur le globe. En d'autres mots, nous n'avons pas un contrôle sur la qualité de l'eau utilisée et aucune connaissance des produits chimiques employés hors pays.

Je vous offre un exemple. La semaine dernière, je me suis rendu à Deer Lake pour faire des emplettes. Je trouve des sacs de fraises gelées en provenance du Chili et de l'Égypte - oui de l'Égypte! C'est pas à la porte et toujours sans en savoir l'usage des produits chimiques qu'on y applique. La prochaine fois que vous remplissez votre panier d'épicerie, regardez la pro-

nance des produits. Vous en serez bouche bée tout en faisant le tour du monde.

Le glyphosate est particulièrement présent dans la culture de raisins, bleuets, canneberges, pommes, fraises, asperges, oranges, amandes et pamplemousses. Par conséquent, on le trouve dans nos cours d'eau et dans les écosystèmes. De plus, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture nous informe par des études indépendantes, que le glyphosate est également présent dans le blé, l'orge, le soja, les pois, les lentilles, les betteraves à sucre, le blé d'Inde et les céréales dans la bière. Il y a donc raison de s'intéresser au dossier.

Effets sur la santé humaine et animale

Ce produit a vu le jour vers les années 1950. On ne faisait pas le lien entre l'application d'un herbicide pour tuer les mauvaises herbes et la santé humaine. Il a fallu l'apparition du livre *Silent Spring* par la biologiste de milieux marins, Rachel Carson, aux États-Unis, en 1962, pour sonner l'alarme.

Le monde de la science, principalement le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) de l'Organisation mondiale de la Santé, se penche sur le glyphosate et ses effets sur le système

endocrinien et nerveux ainsi que sur l'incidence du cancer (du sang et sur le fœtus, par exemple), démence sénile, maladies rénales, Alzheimer, Parkinson et j'en passe. Le CIRC classe le glyphosate comme *cancérogène probable pour l'humain*. Cela est d'autant plus vrai pour les fermiers et fermières qui sont exposés à ces produits quotidiennement et qui risquent de développer des troubles respiratoires et dermiques.

Chez les animaux, les scientifiques de l'Agence nationale de sécurité sanitaire ont observé un lien sur le système hormonal et reproducteur chez les mammifères avec des tumeurs cancéreuses. En pratique vétérinaire, le chercheur-enseignant Dr. Richard H. Pitcairn en arrive aux mêmes conclusions dans son livre *Natural Health for Dogs & Cats* à savoir qu'un lien étroit existe entre le cancer et le glyphosate avec les maladies associées aux intestins, au foie, aux reins et à la glande thyroïde auprès des animaux domestiques.

Des progrès à venir

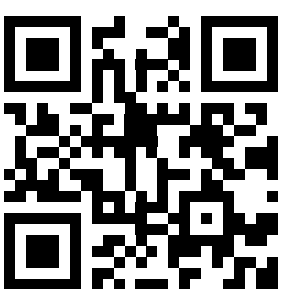
Les produits agrochimiques, pesticides et herbicides ont mauvaise presse auprès de la population. Au Québec, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail a reconnu les effets de la surexposition au produit chimique comme maladie profession-

nelle / agricole en 2016, et a reconnu 13 cas de cancer qui sont développés de 2017 à 2021 dû au contact avec le glyphosate. De son côté, l'Institut de recherche Robert Sauvé en santé et en sécurité du travail, à Montréal, poursuit ses recherches de lien entre le glyphosate et la maladie de Parkinson.

De l'autre côté de l'océan, l'Union Européenne vient de renouveler l'autorisation du fameux glyphosate pour encore 10 ans en novembre dernier. Car, quoique la France fasse campagne contre cet herbicide, ce pays s'est abstenu de voter lors d'un vote à la Commission européenne. Citant qu'il n'y a pas de «solution de remplacement» présentement au dossier, la France s'est rangée en s'abstenant avec d'autres pays pour remettre à plus tard la réponse à cette épineuse question. Car, il faut savoir, qu'au moment du vote, il faut un consensus auprès des 27 pays membres pour qu'un règlement passe.

De son côté, l'industrie agrochimique continue son lobbying et son discours ambigu en citant les rapports gouvernementaux, les commissions, les évaluations, les données scientifiques de ses laboratoires pour prolonger la controverse, brouiller les termes du débat public sur la

SUITE EN PAGE 9



➤ Accédez facilement à de nombreux programmes pour le financement* et les ressources dont vous avez besoin à Canada.ca/soutien-entreprises

*Sous réserve d'admissibilité

Canada 



Étudier à l'étranger... ici

Les étudiants internationaux au Canada serrent de plus en plus les cordons de la bourse. Zoom sur l'Université Memorial et les provinces atlantiques.



La grande dépendance de nos universités aux étudiants étrangers

La nouvelle a fait l'effet d'une bombe politique. Le 22 janvier, Ottawa a annoncé un plafond de deux ans sur les étudiants étrangers. Cette décision intervient alors que leur nombre affiche des augmentations records dans les établissements postsecondaires francophones des Maritimes. Ils constituent une manne économique pour les collèges et les universités tout en permettant de lutter contre le déclin démographique.

MARINE ERNOULT | IJL – Réseau.Presse – Acadie Nouvelle - ATL

Année après année, les chiffres s'accroissent et donnent le tournis. Au Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB), le nombre d'étudiants étrangers a plus que quadruplé entre 2017 et 2023. Ils représentent désormais plus de la moitié des inscrits.

Du côté de l'Université de Moncton, entre 2018 et 2022, leur nombre a été multiplié par plus de sept sur le campus de Shippagan et par près de neuf sur celui d'Edmundston.

Cette croissance est bien supérieure à celle de la population estudiantine en général. Sur la même période, la part des étudiants étrangers dans l'effectif du campus de Shippagan a été multipliée par quatre et par 7,5 à Edmundston.

Au Collège de l'Île, le seul établissement postsecondaire en français de l'Île-du-Prince-Édouard, la quasi-totalité des inscrits vient de l'étranger.

«Ça augmente beaucoup depuis dix ans, surtout depuis la fin de la COVID-19», détaille Sylvain Gagné, président du Collège de l'Île.

RÉPONDRE À LA PÉNURIE DE PERSONNEL

Aux yeux de Marc Johnson, sociologue-conseil et professeur associé à l'Université du Québec à Trois-Rivières, ces niveaux records ne sont pas cohérents avec la mission communautaire des établissements postsecondaires en milieu minoritaire.

«Ils sont le fruit de luttes politiques et sociales dont le but était de créer des institutions par et pour les francophones, rappelle l'universitaire. Ils doivent être le reflet des communautés qui se diversifient, mais ce n'est pas leur rôle de permettre à des étudiants de devenir canadiens.»

Les collèges et les universités contactés considèrent au contraire que l'accueil d'étudiants étrangers fait partie intégrante de leur mandat.

«C'est une manière de nous assurer que la francophonie continue de grandir et de s'enrichir, défend Paul Ward, directeur des communications de l'Université de Moncton. Cette clientèle internationale répond aussi à la pénurie de main-d'œuvre dans nos communautés.»

Un avis que partage Pierre Zundel, président-directeur général du CCNB.

«Les étudiants internationaux répondent au ralentissement démographique et compensent l'exode rural, ils deviennent des moteurs de développement.»

Encore faut-il qu'ils restent une fois leur diplôme en poche. Si l'Université Sainte-Anne et les établissements néo-brunswickois affichent des taux de rétention bien supérieurs à 50%, à l'Île-du-Prince-Édouard, Sylvain Gagné témoigne de la difficulté de les retenir.

«On ne se contera pas d'histoire, c'est pour eux une porte d'entrée au pays, une manière d'immigrer», tranche-t-il.

SOLUTION «POUR COUVRIR TOUS NOS FRAIS»

En réalité, les établissements recrutent aussi des étrangers pour remplir leurs caisses. Les étudiants qui viennent de l'extérieur du Canada paient en effet des frais de scolarité plus élevés que leurs homologues canadiens.

Au CCNB et au Collège de l'Île, ces frais s'élèvent à plus de 9000\$ par an. À l'Université de Moncton, il s'envolent à plus de 14000\$.

«Les établissements ont mis plus d'efforts dans le recrutement d'une clientèle devenue financièrement vitale», résume Marc Johnson.

Collèges et universités ont ainsi embauché des agents de recrutement qui écumant les pays du globe à la recherche de candidats. Ils travaillent également avec des agences de recrutement externes.

Les chefs d'établissements reconnaissent volontiers la manne que représentent les étudiants étrangers. Au Collège de l'Île, face au manque de financements publics, Sylvain Gagné ne s'en cache pas: «Les étudiants internationaux sont l'une des solutions pour couvrir tous nos frais.»

«On ne cherche pas à faire du profit, mais ça représente une contribution importante à notre budget, ça nous donne un coup de main pour rentrer dans nos frais», appuie Pierre Zundel.

Sans eux, le président-directeur général du CCNB serait contraint de «réduire certains coûts».

Même son de cloche du côté de l'Université de Moncton. «Sans eux, on ne serait pas sur le bord du gouffre, mais notre santé financière serait impactée, on devrait revoir certains choix et priorités internes», admet Paul Ward.

PROGRAMMES ENTIÈREMENT DÉPENDANTS DES ÉTRANGERS

Les étudiants étrangers permettent aussi de lutter contre les salles de cours qui se



Rachelle LeBlanc, directrice des communications et du recrutement de l'Université Sainte-Anne. Photo: Courtoisie



Marc Johnson est sociologue-conseil et professeur associé à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Photo: Courtoisie

vident. La survie de certains programmes est directement liée à leurs inscriptions.

À l'Île-du-Prince-Édouard, le nombre d'élèves issus des écoles secondaires francophones et d'immersion est largement insuffisant pour remplir les bancs du Collège de l'Île.

«Les étudiants étrangers permettent de maintenir ouverts et de rentabiliser nos programmes. S'ils n'étaient pas là, certains cours seraient difficiles à justifier», confirme Sylvain Gagné.

Tous les établissements postsecondaires des Maritimes sont confrontés à des situations similaires. La croissance démographique des communautés francophones, en berne, les oblige à se tourner vers les candidats venus de l'international.

«Notre bassin de clientèle locale est trop restreint, seulement 3% de la population néo-écossaise parle régulièrement le français à la maison», observe Rachelle LeBlanc, directrice des communications et du recrutement de l'Université Sainte-Anne.

L'université néo-écossaise a cependant fait le choix de limiter le nombre d'étudiants étrangers. Leur part dans l'effectif du

campus a grimpé de seulement 3,4 points de pourcentage entre 2018 et 2022.

«On ne veut pas trop dépendre de cette clientèle. Le recrutement à l'international vient en plus de nos étudiants francophones et francophiles canadiens», explique Rachelle LeBlanc.

Sylvain Gagné est conscient que le système est allé trop loin.

«Lorsque les étudiants internationaux sont à la base du modèle d'affaires, ce n'est plus viable. On est trop exposé à des décisions du ministère de l'Immigration sur lesquelles on n'a pas de prise.»

Le Collège de l'Île a ainsi décidé de concentrer ses efforts sur le recrutement d'élèves qui sortent des écoles de la région. Il va lancer une campagne de communication sur trois ans et envoyer des représentants dans les écoles secondaires du Canada Atlantique et des Îles-de-la-Madeleine.

Il va par ailleurs offrir des cours en ligne aux adolescents de 11^e et 12^e années des Maritimes et développer de nouvelles filières dans les métiers de la construction.

SUITE EN PAGE 7

SUITE DE LA PAGE 6

MIEUX COLLABORER

«On va faire tout ce qu'on peut, être le plus agressif possible», insiste Sylvain Gagné.

L'Université de Moncton s'active également dans les écoles de l'Atlantique. Organisation de visites scolaires, mise sur pied d'un programme de jumelage

entre des élèves du secondaire et des mentors étudiants, l'institution d'enseignement supérieur cherche par tous les moyens à être présente dans la vie des jeunes.

Attirer les jeunes francophones canadiens, bilingues pour la plupart, reste un défi. Les établissements doivent rivaliser avec les offres de programmes pléthoriques des universités et collèges anglophones.

Pour Marc Johnson, le postsecondaire en français intéresse avant tout les jeunes Acadiens engagés pour la francophonie, «ceux qui ont une construction identitaire solide et ont développé un vrai sentiment d'appartenance.»

Le sociologue appelle les établissements postsecondaires à collaborer davantage et à se partager des programmes.

«C'est monnaie courante, on est très ouvert», assure Pierre Zundel qui cite notamment les curriculums du CCNB mis à disposition d'autres établissements comme le Collège de l'Île.

En 2023, le CCNB a connu une augmentation de près de 7% des inscriptions d'étudiants canadiens. Un signe que les élèves diplômés des écoles de la région ne boudent plus le postsecondaire en français.

Le coût de la vie selon les étudiants internationaux

Si les nouveaux étudiants étrangers veulent étudier au Canada, ils devront trouver plus de 20 000\$, dit un communiqué de presse sorti en décembre prévoyant une augmentation de 10 000\$ à partir du 1^{er} janvier 2024. Perspectives des étudiants actuels au rendez-vous.

LIZ FAGAN | IJL - Réseau.Presse - Le Gaboteur - ATL



Photo: Wikimedia Commons

Le nombre d'étudiants étrangers s'inscrivant à l'Université Memorial (MUN) n'a cessé d'augmenter ces derniers temps, témoigné par les chiffres offerts par le Gestionnaire de la communication avec les médias de MUN, monsieur Chad Pelley: 2021 a vu 8675 nouveaux étudiants internationaux, 11 149 en 2022 et 11 658 en 2023.

Ceux et celles qui rejoindront la cohorte d'étudiants internationaux à partir de cette année feront face à une augmentation notable des frais de scolarité. À compter du 1^{er} janvier, le gouvernement fédéral exige que les étudiants étrangers disposent de 20 635\$ pour couvrir le coût de vie.

Ce chiffre ne prend pas en compte les frais de scolarité de première année ni de voyage. Il sera mis à jour annuellement par rapport au seuil de faible revenu, qui représente le revenu minimum nécessaire pour s'assurer qu'une personne ne consacre pas un montant supérieur à la moyenne de son revenu aux nécessités de la vie. Statistique Canada met à jour ce seuil annuellement.

Dans le communiqué de presse, le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Marc Miller, a annoncé que l'exigence financière, liée au coût de la vie pour les demandeurs de permis d'études, augmente afin que les étudiants internationaux soient «préparés financièrement à la vie au Canada.»

«Les exigences relatives au coût de la vie pour les demandeurs de permis d'études n'ont pas changé depuis le début des années 2000, établies à l'époque à 10 000\$ par demandeur. Ainsi, les exigences financières n'ont pas suivi le rythme du coût de la vie au fil du temps, ce qui fait que les étudiants arrivant au Canada apprennent qu'ils n'ont pas de fonds suffisants», poursuit le communiqué de presse.

Si le coût pour étudier au Canada augmente, l'Université Memorial verra-t-elle

une diminution d'inscriptions venant de l'étranger en 2024?

TRAVAILLER ET ÉTUDIER À TEMPS PLEIN

Avant l'augmentation des frais de scolarité en 2022, l'Université Memorial s'enorgueillit d'être l'une des universités les plus abordables en Amérique du Nord. Depuis, les frais de scolarité pour les étudiants internationaux en baccalauréat coûtent environ 20 000\$ par an. Ce chiffre ne prend pas en compte l'achat des livres. En plus des 20 000\$ exigés du gouvernement fédéral, les nouveaux étudiants auront donc

besoin d'une somme de plus que 40 000\$ pour poursuivre leurs études ici.

C'est une réalité que vit actuellement Yashvi Ramsarran, étudiante en dernière année du programme de baccalauréat en administration des affaires à MUN. Mauricienne d'origine, elle observe une augmentation notable du coût de vie en générale depuis la pandémie. «Lorsque je suis arrivée à St. John's en 2019 pour poursuivre mes études, les frais de scolarité et les dépenses connexes étaient considérablement plus bas. Cependant, avec l'impact de la pandémie, j'ai remarqué une augmentation significative des prix, que ce soit pour les loyers d'appar-

tements ou les articles de première nécessité dans les supermarchés», dit-elle.

Indépendamment de ses frais de scolarité, elle paie environ 1700\$ par mois pour son appartement, sans compter les services publics. Par an, elle paie 20 400\$. «Cela représente une augmentation considérable par rapport à ce que je payais initialement», précise-t-elle. Sans compter les dépenses essentielles, pour se nourrir et se déplacer, elle débourse déjà au-delà les 40 000\$ minimum nécessaire par année.

Par conséquent, elle travaille à temps plein en plus de faire ses études, aussi à temps plein.

Mohamed Madiou, quant à lui, est arrivé à Terre-Neuve de l'Algérie en 2021. Poursuivant son doctorat en littérature anglaise, il souligne les différences entre les frais du parcours entre les programmes de baccalauréat et les études supérieures.

«Il est important de comprendre que ces frais comprennent plusieurs choses, et non seulement la scolarité en soi», a-t-il précisé en rajoutant que tous les étudiants diplômés reçoivent un salaire pour leurs recherches, qu'ils soient internationaux ou non.

Malgré tous les défis auxquels Yashvi fait face, elle demeure reconnaissante d'avoir cette opportunité qui lui permet de rester et d'étudier ici.

«Les paysages magnifiques et la communauté chaleureuse font de cette ville un endroit spécial pour vivre et étudier. Cependant, les coûts de la vie ont considérablement augmenté ces derniers temps, ce qui rend difficile de maintenir un équilibre financier. La nécessité de travailler à temps plein en plus de mes études est une réalité que je partage avec de nombreuses étudiantes internationales ici.»



Mohamed Madiou est étudiant en doctorat en littérature anglaise à l'Université Memorial. Photo: Archives Le Gaboteur



Yashvi Ramsarran fait son baccalauréat en administration des affaires à l'Université Memorial. Photo: Courtoisie

ENQUÊTE

CAMILLE LANGLADE | FRANCPRESSE
AVEC DES INFORMATIONS DES JOURNALISTES DES JOURNAUX MEMBRES DE RÉSEAU.PRESSE

INDICE PÂTÉ CHINOIS: AUGMENTATION GÉNÉRALISÉE

«Steak, blé d'Inde, patates», l'épilogue. En janvier et en mai 2023, Francopresse avait calculé le coût moyen d'un pâté chinois maison dans chaque province et territoire du Canada. Un an après, la facture continue d'augmenter, inflation oblige.

Le résultat était attendu, mais reste éloquent.

En janvier 2023, le prix moyen d'un pâté chinois au pays était de 22,53\$. En mai, la moyenne s'établissait à 22,70\$. La facture affiche aujourd'hui 23,46\$.

Le prix moyen a donc augmenté de 0,93\$ en un an, soit une hausse de 4,12%. Des chiffres cohérents à la lumière du contexte inflationniste actuel.

MÉTHODOLOGIE

La récolte des données s'est faite entre le jeudi 11 janvier et le mercredi 17 janvier 2024, dans 36 commerces des 10 provinces et 3 territoires.

Des journalistes de partout au pays sont retournés à l'épicerie pour recueillir le prix des ingrédients nécessaires à la préparation d'un pâté chinois de la recette de *La Nouvelle Encyclopédie de la cuisine*, édition 1978, de Jehane Benoît, le ketchup en bonus.

LISTE DES INGRÉDIENTS

- Bœuf haché mi-maigre (500 g)
- Maïs en crème (boîte de 398 ml)
- Pommes de terre (5 lb)
- Oignons (2 à 3 lb)
- Ketchup (750 ml ou 1 L)

Inflation au ralenti

Selon Statistique Canada, l'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 3,4% d'une année à l'autre en décembre. Les prix des aliments achetés en magasin ont quant à eux augmenté de 4,7% par rapport à l'année dernière.

En 2023, le taux d'inflation a été de 3,9% au pays, marquant un ralentissement après avoir atteint une hausse sans précédent de 6,8% en 2022, résume Statistique Canada dans son rapport annuel. Les prix des aliments achetés en magasin ont enregistré une hausse de 7,8% en 2023.

L'inflation s'est donc calmée, mais elle est toujours là.

Si l'inflation alimentaire reste plus élevée que l'inflation générale au pays, «il y a quand même un rapprochement», constate Maurice Doyon, professeur titulaire à la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation à l'Université Laval, à Québec. Une tendance qui selon lui devrait se poursuivre l'année prochaine, «s'il n'y a pas de choc».

«En agriculture, en règle générale, il y a souvent un bon décalage», explique-t-il. Il peut s'écouler un certain temps entre l'achat des intrants (comme les semences) et la vente des produits récoltés. «Ce décalage peut facilement atteindre un an, voire plus.»

Pour cette raison, il n'est pas anormal que le prix des aliments ne suive pas exactement la même courbe que l'inflation au cours d'une année.



Francopresse a remis le couvert et recueilli le prix des ingrédients nécessaires à la fabrication d'un pâté chinois partout au pays, entre le jeudi 11 janvier et le mercredi 17 janvier 2024. Photo: Camille Langlade (Francopresse)

Le Québec en tête

En janvier 2024, seules trois provinces arrivent préparer un pâté chinois pour moins de 22\$: le Québec, l'Ontario et la Saskatchewan. Pourtant, il y a un an, neuf provinces pouvaient le faire.

Si c'est au Québec que le pâté chinois est le moins cher en janvier 2023 et en janvier 2024, cette province a tout de même vu le prix moyen augmenter de 9,17%. Selon Statistique Canada, l'inflation a connu au Québec une accélération en décembre dernier en passant à 4%.

Depuis janvier 2023, seules la Nouvelle-Écosse et l'Alberta ont connu une baisse du prix du pâté chinois, de respectivement 0,58% et 3,93%. Partout ailleurs, les chiffres sont tous à la hausse, particulièrement à Terre-Neuve-et-Labrador (+21,13%).

«L'inflation alimentaire semble avoir affecté davantage des marchés plus éloignés, plus petits», commente David Dagenais.

Au niveau régional, c'est en Atlantique que le coût moyen a le plus augmenté (+10,38%). À l'Ouest cependant, les prix sont restés stables (-0,06%).

Le maïs plus cher

Pour David Dagenais, journaliste et chroniqueur économique, la plupart des ingrédients d'un pâté chinois restent des aliments de base «abordables». «La croissance des prix de ces aliments-là a été plus faible que la moyenne», souligne-t-il. Contrairement aux produits transformés, comme le ketchup, qui affiche maintenant une hausse de 10,52% par rapport à janvier 2023.

«On se retrouve ici un peu au-dessus de 4% [d'écart de prix] pour des éléments de base. Ce n'est pas mauvais», relativise-t-il, faisant référence au bœuf, aux oignons et aux pommes de terre, seul aliment dont le coût a diminué (-3,49%).

À l'inverse, c'est le maïs qui a connu la plus grande augmentation de prix (+27,36%) dans notre panier d'épicerie.

«On a des fois des augmentations très fortes dans certaines cultures quand on a des mauvaises récoltes, analyse David

Dagenais. Ce sont aussi des récoltes qui sont faites à très grande échelle et le coût de la machinerie et de l'essence, du diesel, est très important là-dedans. Comme on a eu de très fortes augmentations du coût jusqu'à l'été, c'est rentré dans les intrants pour les cultures. Le maïs est plus dépendant des prix à l'international.»

Selon Statistique Canada, les légumes en conserve et les préparations à base de légumes figurent parmi les produits d'épicerie qui ont affiché les plus importantes hausses de prix en 2023.

Quel panier pour 2024?

«Par rapport à l'inflation générale, on est un peu en train de tourner la page [...] On est un peu en train de passer par-dessus le psychodrame qu'on a vécu en 2021-2022», rassure David Dagenais.

«Oui, on s'attend à ce que l'inflation alimentaire moyenne soit plus élevée que la moyenne de l'inflation en 2024 [...], mais les taux d'inflation vont vers la normale. La Banque du Canada évalue autour de 2,5% l'inflation en 2024.»

Là où il y a des possibilités d'instabilité, selon le chroniqueur économique, c'est au niveau des conflits dans le monde. «En Ukraine, on ne peut jamais écarter un embrasement plus grand ou des difficultés d'exporter les graines à partir d'Ukraine. Ce qui fait mal, c'est les tensions au Proche-Orient, puis le fait que les bateaux ne passent plus par le canal de Suez.»

Pour lui, il y a plus de signes encourageants que décourageants au niveau de l'alimentation. «On s'en va vers une certaine normalisation. Bien sûr, il y a des facteurs de risque. Mais on s'en va vers une stabilisation des prix.»

Nouvelle normalité

Cependant, les prix ne baisseront pas. Une désinflation serait problématique, signale le spécialiste. «Parce que ça crée un effet d'entraînement où il y a beaucoup moins de consommation.»

«Au niveau psychologique, ça reste difficile pour les gens, parce que les prix ont beaucoup augmenté. [...] Mais une fois qu'on a dit ça, une fois qu'on l'a absorbé,

ça devient un peu la nouvelle normalité», constate David Dagenais.

À ses yeux, le pire se situe ailleurs. «L'inflation est à peu près sous contrôle depuis l'été. Là où ça dérape, c'est vraiment [dans] le milieu du logement, de façon évidente. Les taux de croissance des prix sont énormes.» Encore plus difficiles à digérer qu'une part de pâté chinois.



Pour David Dagenais, le prix des ingrédients de base d'un pâté chinois restent abordables. Photo: Courtoisie



L'inflation alimentaire reste plus élevée que l'inflation générale au Canada, même si elle tend à s'en rapprocher, souligne Maurice Doyon. Photo: Courtoisie

NOTE DE REMERCIEMENTS

Francopresse tient à remercier les journalistes des journaux membres de Réseau.Presse, de même que Roger Gervais en Nouvelle-Écosse, qui ont participé à la collecte des données.

DÉSINFORMATION

PASCAL LAPOINTE | AGENCE SCIENCE-PRESSE

FAIRE SES PROPRES RECHERCHES: ATTENTION À GOOGLE

Une recherche effectuée sur Google pour vérifier de fausses informations peut contribuer à mousser les fausses informations. Et même bien plus: Google peut renforcer la croyance en une fausse information, voire une space: théorie du complot.

Le phénomène s'appuie sur un concept connu depuis longtemps sous le nom de «vide informationnel» (*data void*): lorsqu'il existe peu de documentation sur un concept, une idée, une rumeur. Dans une bibliothèque, cela se traduit par une absence de livres ou d'articles sur la question. Mais à l'heure de Google, cela se traduit par un risque élevé, si l'on ne prend pas garde aux mots-clés que l'on utilise, de tomber sur des informations douteuses.

Le problème est que, souvent, ceux qui disent «faire leurs propres recherches» ont une trop grande confiance dans les moteurs de recherche: ils s'imaginent que si Google leur recommande une source, c'est qu'elle est fiable — alors qu'en réalité, dans les cas de vides informationnels, Google se contente de trouver une page dont les mots-clés correspondent aux mots-clés de l'utilisateur.

Dans une recherche parue le 20 décembre dans la revue *Nature*, on donne l'exemple d'une rumeur selon laquelle le gouvernement américain avait «fabriqué» une famine en obligeant les citoyens à se confiner pendant la pandémie de COVID-19. Lorsque l'on entrait dans Google les termes exacts de cette rumeur (*engineered famine*), Google renvoyait aux textes qui avaient rapporté cette fausse nouvelle sans la remettre en doute.

Le problème va au-delà des gens qui cherchent simplement à confirmer leur fausse croyance. Quiconque cherche à vé-

rifier l'authenticité d'une information — puisque l'on recommande, dans la lutte à la désinformation, de vérifier une information avant de la partager — risque de tomber dans un tel piège s'il ne prend pas garde à son choix de mots-clés.

Les chercheurs de quatre institutions américaines, dont les expériences se sont étalées de 2019 à 2021, étaient intéressés par de soi-disant «nouvelles» qui viennent juste de se produire et qui n'ont donc pas encore pu faire l'objet d'une vérification par un média — puisque dans de tels cas, les mots-clés en question conduiraient peut-être vers ces médias.

Ils ont demandé à 3000 personnes aux États-Unis d'évaluer la crédibilité de telles informations «récentes»; la moitié de ces personnes pouvaient faire une vérification en ligne, les autres, non. Celles qui avaient fait une telle recherche étaient environ 20% plus susceptibles de qualifier de «vraie» une nouvelle qui était fausse — par exemple, la fausse famine.

Cette recherche, commente la revue *Nature* en éditorial, révèle qu'il pourrait «ne plus être suffisant, pour les moteurs de recherche, de combattre la désinformation en demandant simplement à des systèmes automatisés» de faire reculer les sources

peu fiables dans l'algorithme: parce que cette démarche intervient par définition après que le mal ait été fait, c'est-à-dire après que la fausse information ait été publiée, et pendant une période où seules des sources peu fiables en parlaient.

Au moment où l'intelligence artificielle débarque avec la capacité de créer des milliers de fausses nouvelles à la minute, «des solutions pérennes à un problème qui pourrait être existentiel pour les démocraties devront résider dans un partenariat entre des fournisseurs de moteurs de recherche et des sources de connaissances basées sur des données probantes».



Photo: Unsplash

SUITE DE LA PAGE 3

Une culture défailante

Pour monsieur Corbineau, le problème trouve sa source au niveau national. Selon lui, tant la société hôte que le Conseil des Jeux du Canada ne comprennent pas la réalité des minorités linguistiques. «Quand ça ne marche pas en haut de la pyramide, on ne peut pas demander que ça soit mieux en bas», analyse-t-il.

«Ce n'est pas vrai, je pense que nous comprenons très bien les enjeux des minorités linguistiques, rétorque la présidente-directrice générale du Conseil des Jeux du Canada, Kelly-Ann Paul. Je n'ai pas d'inquiétude jusqu'à maintenant sur la volonté de la société hôte de s'impliquer la communauté francophone.»

Le directeur général de la FFTNL considère en outre que la minorité linguistique devrait siéger sur le Conseil, position qui a aussi la faveur du directeur général de l'Assemblée des Francophones de l'Ontario (AFO), Peter Hominuk. «Ce serait une bonne chose qu'un organisme comme la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) ou la Fondation Dialogue soit membre des Jeux», suggère monsieur Hominuk.

À défaut d'un siège, une veille sur le respect du bilinguisme s'avérerait pertinente. «Les Jeux ne sont supervisés par aucun organisme national qui pourrait relayer nos besoins», fait observer monsieur Corbineau. Il y a des organismes sectoriels pour presque tous les domaines sauf celui-là. Alors les langues

officielles sont traitées à la petite semaine.»

«C'est un *no man's land* qui reste à investir», concède Serge Quinty, de la FCFA.

Le Commissariat aux langues officielles du Canada affirme n'avoir reçu aucune plainte visant les Jeux du Canada entre le 1^{er} janvier 2019 et le 8 janvier 2024 et ne pas avoir produit de rapport ou d'étude à ce sujet.

Niagara et Charlottetown

Niagara a reçu les Jeux d'été en 2022 et Charlottetown ceux d'hiver l'année suivante. «Plusieurs choses auraient pu être améliorées, mais je suis pas mal satisfait», résume Peter Hominuk, de l'AFO, dont l'organisation a été impliquée dès 2020.

«Nous avons fait face à un lot d'enjeux concernant la distribution des rôles, les prises en charge financières et l'emplacement du Pavillon francophone, dit de son côté la directrice générale de la Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard, Isabelle Dasylya-Gill. Nous avons dû déboursier des fonds imprévus pour l'animation du Pavillon. Le recrutement des bénévoles bilingues a été un succès. La présence du français était excellente lors des cérémonies officielles, cependant ce n'était pas systématique dans les autres parties de l'événement.»

Madame Dasylya-Gill souligne que de demeurer en communication constante avec le société hôte locale a permis d'apporter des ajustements et de faire des Jeux «une belle expérience.»

Le Conseil des Jeux dit être doté d'un mécanisme d'examen continu de ses politiques, dont celle sur les langues.

SUITE DE LA PAGE 5

question et gagner du temps (et donc de l'argent).

Le gouvernement du Québec pour sa part a admis que cette situation est problématique en incluant l'exposition au glyphosate sur sa liste des maladies professionnelles via un amendement au projet de loi 59 de l'Assemblée Nationale.

En attendant, plus de 15 pays (entre autres, l'Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Malaisie, Vietnam, Mexique, Pays-Bas, Autriche et Allemagne) ont proscrit le glyphosate. Pour sa part, les États-Unis l'autorisent toujours tout en exportant leurs fruits et légumes chez nous. Pour ce qui est de la Chine, il est difficile de déterminer la vérité quant à son utilisation.

Au Canada, nous anticipons un règlement pour une interdiction de son application et de sa vente en 2024. Pour Terre-Neuve-et-Labrador, rien ne semble être en vue sur à chapitre. Dans l'attente de décisions, manger bio le plus possible n'est probablement pas une mauvaise idée.

DÉCOUVREZ
votre propre
DESTINATION!

DESTINATION CLIC



Soumettre sa demande est
GRATUIT!

Apprenez-en plus sur FRANCAISANGLAIS.CA
ou téléchargez l'application gratuite OLP-PLO
et faites une demande dès aujourd'hui!

Financé par le gouvernement du Canada

Canada



JEUNESSE

ANDRÉ MAGNY | IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE GABOTEUR

SLAME, SLAMONS, SLAMEZ EN FRANÇAIS!

Pas moins de trois classes de l'École Rocher-du-Nord à St. John's ont participé à la 4^e édition du concours Slame tes accents organisé par le Centre de la francophonie des Amériques. Une belle façon de faire entendre et de célébrer les accents franco-terre-neuviens.

Le concours panaméricain a permis à près de 1000 élèves âgés entre 12 et 18 ans de participer à cet événement conçu pour favoriser la pratique de la langue française en classe tout en développant les compétences écrites et orales.

Les vidéos présentées devaient durer entre 60 et 90 secondes et contenir 3 mots parmi la liste suivante: accent, Amériques, ancrage, avenir, citoyen, démocratie, développement, diversité, empreinte, engagement, ensemble, justice, liberté, origine, partage, planète, racine, solidarité, territoire, voix.

Des écoles, notamment d'Haïti, du Salvador, des États-Unis, du Québec, du Manitoba ont gagné. Et Terre-Neuve-et-Labrador? Bon, d'accord, l'École Rocher-du-Nord n'a peut-être pas remporté de prix, mais selon Jennifer Goudreault, la monitrice de langue qui s'est chargée du concours au sein de Rocher-du-Nord pendant plus d'un mois, «les élèves ont été surpris de voir qu'il y avait autant de francophones dans les Amériques». Celle qui est arrivée en septembre dernier à St. John's dans le cadre du programme Odyssée précise également que «même si certains élèves ont parfois trouvé le processus un peu long, ils ont quand même été

engagés dans le projet. Ce fut une belle expérience pour les élèves.»

Une première

Évidemment, la déception était évidente chez les élèves ayant participé, mais ils ont quand même tenu à regarder les vidéos gagnantes, voire à contester (!) certaines décisions du jury, rapporte la Québécoise Jennifer Goudreault, qui est également enseignante au Saguenay.

Pour plusieurs de ces élèves de 8^e et 9^e année, c'était non seulement une première

dans la production d'une vidéo à l'école et dans la réalisation d'un montage, mais c'était aussi une première dans la création d'un slam. Si Alexis MacDonald a particulièrement aimé le tournage, cependant, pour sa camarade Emmeline Brake, «c'était l'écriture que nous avons le moins aimé et la préparation pour dire notre matériel, parce que ça ressemblait à un cours de français!»

Dans une autre classe, Daniel Koo Seen Lin a tenu à préciser que «c'est l'activité communautaire» qui l'a intéressé, alors que Zaid Bouibaoune, c'est le fait «d'exprimer ma francophonie» qui a retenu son attention.

Justement cette francophonie, au cœur du concours, a visiblement laissé des traces. Les quatre élèves consultés pour le bénéfice de cet article ont tous été surpris de constater qu'il y a 33 millions de francophones sur notre continent. Slame tes accents leur aura fait prendre conscience qu'ils sont moins minoritaires qu'ils le pensaient. Et puis comme le dit si bien Emmeline, «il n'y a pas d'accent normal, car tout le monde a un accent». Cet accent, «fait partie de notre culture; c'est bon d'en entendre plusieurs», conclura Zaid. En un mot, selon eux, il convenait de le célébrer.



Deux classes de 8^e année et une de 9^e année ont participé au concours Slame tes accents grâce au dévouement de leur monitrice de langue Jennifer Goudreault. Photo: Courtoisie (Jennifer Goudreault)

AGENDA COMMUNAUTAIRE

LIZ FAGAN

PROVINCIAL

Jusqu'au 16 février

Inscriptions pour les programmes d'été au Québec. Le programme Voyage, destiné aux élèves de 9^e année, et le programme Aventure, destiné aux élèves de 10^e année, visent chacun à faire découvrir la langue française et ses cultures au cours d'un programme d'été de trois ou quatre semaines au Québec. Les bourses couvrent les frais de scolarité, d'inscription, de logement, ainsi que tout matériel pédagogique. La date limite pour postuler est le 16 février 2024. Si vous avez des questions supplémentaires, veuillez écrire au voyage@gov.nl.ca pour le programme Voyage, et adventure@gov.nl.ca pour le programme Aventure. Pour vous inscrire, rendez-vous ici: www.gov.nl.ca/education/k12/french/bursaries/#Level1.

Jusqu'au 27 mars

Yoga sur chaise. Idéal pour intégrer des mouvements doux dans votre journée, le yoga sur chaise aura lieu en ligne, les mercredis de 15h30 à 16h30 l'heure de Terre-Neuve. Destiné aux personnes âgées de 50 ans et plus, veuillez contacter le Réseau des aînés francophones par téléphone au (709) 800-6200 ou par courriel au aines@fftnl.ca pour vous inscrire.

ST. JOHN'S

Le 22 février

La rencontre littéraire. La troisième rencontre littéraire proposée par le Réseau Culturel et les bibliothèques publiques de la province vous donne l'option de deux livres: *L'odeur du café* par Dany Lafer-

rière, et *Il nous restera ça* par Virginie Grimaldi. Le COMPAS fournira le livre de votre choix une fois que vous leur contacterez au COMPAS@fftnl.ca ou bien (709) 800-6500. Après la lecture, vous passerez un bon moment parmi d'autres lecteurs passionnés, de 17h à 19h, au local du COMPAS, 95, Bonaventure avenue, suite 101.

Le 24 février

Rencontre avec des auteurs locaux. De 10h jusqu'à 16h, la bibliothèque publique AC Hunter accueille des auteurs et maisons d'édition pour rencontrer le public dans le cadre du mois provincial de la promotion des auteurs locaux. À partir de 15h se trouvera Françoise Enguehard, qui a écrit *Le maître de Conche* et *L'Archipel du docteur Thomas*, parmi d'autres oeuvres réalisées en français.

Le 6 mars

«Des notes et des mots». Rendez-vous à la bibliothèque A.C. Hunter au troisième étage pour explorer le parcours musical et littéraire de l'artiste Adrian House. À partir de 18h30, l'artiste promet un voyage singulier à travers ses chansons.

Du 25 au 27 mars

Camp Justice. Organisé par le Réseau Justice en français et les Franco-Jeunes, le Camp justice offrira aux jeunes entre 14 et 18 ans une opportunité de découvrir le domaine du droit. Les campeurs et campeuses participeront à des activités comme un procès simulé, et fêteront la

formation lors d'un gala à la fin du programme. Les frais d'inscription sont de 50\$. Pour s'inscrire, il suffit de répondre à la question «Pourquoi voulez-vous participer au Camp Justice?» et d'envoyer votre réponse à concours@fftnl.ca.

Tous les mercredis

Mercredi Bibli! Que vous soyez parent ou élève à la recherche des livres en français, vous élargirez certainement votre collection avec l'experte en langue française, Coline Tisserand. De 15h30 à 17h, venez trouver des livres en français à la bibliothèque A.C. Hunter sur 125, Allandale Road. Cet événement gratuit est ouvert au public.

LA CÔTE OUEST

Tous les lundis et jeudis

Le Café Franco. Vous avez soif de parler français autour d'un café? Joignez-vous aux membres et amis du Coin Franco à Corner Brook de 13h à 16h30, où une boisson vous sera offerte. Contactez Le Coin Franco au info@lecoinfofranco.ca ou bien au (709) 800-4014 pour en savoir plus.

Tous les samedis

Samedis tartine et chocolat. La fin de semaine commence bien avec des activités en français au Coin Franco! De 9h à 12h jusqu'à la fin juin, chaque enfant est le bienvenu pour participer à des jeux, des activités sportives ou à des travaux manuels. Le coût est de 60\$ par enfant,

par session. Pour plus d'informations quant à l'inscription, contactez Le Coin Franco.

L'OUEST DU LABRADOR

Le 20 et le 27 février

Pickleball. Le pickleball combine le badminton, le ping pong et le tennis classique. Jusqu'au 30 janvier, venez y jouer en équipe de deux au gymnase de l'École ENVOL de 18h30 à 20h avec l'Association Francophone du Labrador (AFL)! Pour vous inscrire, rendez-vous au site Web de l'AFL, appelez au (709) 944-6600 ou écrivez à info@aflnl.ca.

Le 21 février

Soirée jeux de société. L'AFL et la Communauté Francophone Accueillante (CFA) vous invitent à jouer *en français!* Avec des jeux de société mis à votre disposition, c'est une belle occasion de socialiser et d'y découvrir de nouveaux jeux! Inscrivez-vous en ligne puis rendez-vous au Well-Bean Café, de 18h à 20h.

Le 28 février

Activité parc intérieur. De 17h à 19h au Kids Club à Labrador City, venez jouer au parc intérieur! Chaque personne aura une pizza de 6 pouces. Les places sont limitées à 42 personnes. Veuillez noter également que les enfants doivent être accompagnés d'un adulte. Veuillez donc vous inscrire avec votre enfant sur le site Web de l'AFL ou par courriel au info@aflnl.ca.

Pour découvrir encore plus d'activités qui se déroulent en français dans les quatre coins de la province, rendez-vous ici: www.gaboteur.ca/agenda-communautaire

LES BOUQUINADES POUR RENDRE LES LIVRES FRANÇOS PLUS ACCESSIBLES

Les bouquinades à Terre-Neuve-et-Labrador, comme celle de Corner Brook de janvier dernier, font preuve d'un succès notable. À l'ère de l'écran, cet échange communautaire sert à promouvoir l'accessibilité à la lecture dans la langue de Molière, page par page.

Dans la province la plus anglophone du Canada, il peut être difficile de découvrir de nouveaux livres en français. Si vous connaissez bien l'auteur, il peut être intéressant de commander un livre spécifique en ligne, mais ici, vous aurez de la chance de trouver un livre en français dans une librairie de livres usagés par exemple.

Le Réseau Culturel francophone de Terre-Neuve et du Labrador (RCF) cherche à changer cela.

Organisées par le RCF, les bouquinades comblent le besoin en attendant la deuxième édition du Festival littéraire de Terre-Neuve-et-Labrador, festival biennal qui se déroulera plus tard cette année.

À Corner Brook du 16 au 20 janvier, Le Coin Franco a vu la réussite de la deuxième bouquinade de la province. Kenny Grady, l'agente d'animation communautaire au Coin Franco, a été agréablement surprise par l'ampleur de l'événement.

«Je ne pensais pas faire autant de ventes», avoue-t-elle, «[mais] il y a une centaine de livres qui sont partis», témoigne-t-elle. «En partenariat avec NL Public Libraries, c'était une bonne opportunité pour tout le monde qui est venu.»

«Se baigner» dans les cultures francos

Aux ventes scolaires actuelles, les choix peuvent être limités, selon Agnès Mamet, coordinatrice du RCF.

«Normalement, ce sont des livres anglophones traduits et non des auteurs francophones», dit-elle. À la bouquinade de St. John's, le 2 décembre dernier, elle s'est donné la mission de n'acheter que des livres en français langue originale.

«Ce n'est pas un problème en soi», ajoute la coordinatrice, «mais ça ne met pas en valeur les auteurs francophones du Canada, encore moins les auteurs francophones minoritaires. Le but est donc de proposer autre chose.» Trouver l'équilibre c'est important, ajoute-t-elle.

«Cela permet de se baigner dans d'autres cultures francophones», résume-t-elle.

À Corner Brook, Kenny Grady a remarqué un intérêt pour les traductions des livres: certains participants lui ont parlé de la difficulté de traduire des textes en anglais ou en italien vers le français, par exemple.

La première bouquinade de la province, qui s'est déroulée à St. John's, a également été l'occasion de voir des moments touchants, dit Agnès. «Très souvent, on voit des grands-parents qui viennent acheter des livres en français pour leurs petits-enfants qui sont en immer-

sion française ou vont à l'école francophone, bien qu'ils ne parlent pas un mot de français.»

«Cela veut dire que les gens qui parlent anglais sont convaincus de l'importance du français», se réjouit-elle.

Les prochaines bouquinades auront lieu sur la péninsule de Port-au-Port. La première, dont la date reste à déterminer, se déroulera à Cap-Saint-Georges, dans le gymnase de l'école Notre-Dame-du-Cap. Une deuxième bouquinade sera éventuellement organisée à l'école Sainte-Anne, à La Grand'Terre.

Contrairement à d'autres ventes de livres, aux bouquinades, il n'y a pas de distinction de valeur entre les nouveaux livres, les anciens livres et les livres pour enfants. Comme les livres sont souvent dispendieux, tous les livres sont vendus pour la somme symbolique de 1\$. «Il est déjà difficile de lutter contre les divertissements à l'écran sans tenir compte du prix de certains de ces livres», explique Agnès Mamet.

Selon la coordinatrice du RCF, les bouquinades seraient idéalement organisées par les écoles dans l'avenir, de sorte que l'argent leur reviendrait directement.

LES PROCHAINES BOUQUINADES

Si les bouquinades ont déjà visité la capitale et Corner Brook, il y en aura davantage dans les prochains mois.

La prochaine bouquinade aura lieu sur la péninsule de Port-au-Port, mais aucune date n'a encore été annoncée. Vous êtes un grand lecteur dans le Big Land? Le Labrador est également sur le radar pour ces bouquinades.

Pour rester au courant des détails exacts, gardez un œil sur la page Facebook du Réseau culturel francophone (@reseauculturel) et sur celle du Festival littéraire de Terre-Neuve-et-Labrador (@FestivalLitteraireTNL).



TOUJOURS INNOVER
TOUJOURS ÉVOLUER
TOUJOURS CHERCHER

À FAIRE MIEUX

FAC offre du financement et des connaissances aux gens engagés dans le présent et tournés vers l'avenir.

Des gens comme vous.

FAC.CA

RÊVER. BÂTIR. RÉUSSIR.



Heure de conte

Des histoires pour les jeunes par les jeunes.

LE GÉANT NICK

Il était une fois, deux bonnes amies aux cheveux rouges, Emmy et Rose. Elles sont en 6^e année à l'école Notre-Dame-du-Cap de Cap Saint-George, un village situé entre la mer et la forêt. Un beau matin ensoleillé du mois de septembre, nos deux amies voient arriver un nouvel élève au loin. Elles le regardent approcher et sont choquées par ce qu'elles voient. Nick, c'est son nom, est si grand que sa tête dépasse du toit de l'école.

Les enfants se mettent à crier de peur et courent se cacher. Ils n'ont jamais vu un géant et ne savent pas si c'est dangereux ou non. Ils l'observent et réalisent qu'il n'a pas l'air méchant. On dirait même un enfant dans un corps trop grand. Ils sortent lentement de leur cachette et recommencent à jouer.

Emmy et Rose courent vers l'enseignante d'anglais qui arrive dans sa belle auto rouge toute neuve pour lui raconter l'aventure du nouvel élève, un géant qui essaie maintenant d'entrer dans l'école en se mettant à 4 pattes.

L'enseignante, les yeux tout écarquillés, n'en revient pas, mais qu'est ce que c'est que cela...

- Eh vous, le géant, mais que faites-vous, vous ne voyez pas que c'est impossible d'entrer dans l'école avec la taille que vous avez! dit-elle s'adressant à Nick
- Mais madame, je m'excuse madame, je veux juste aller à l'école comme tout le monde. Je suis grand mais je ne suis pas méchant dit Nick en pleurant

L'enseignante est exigeante, elle nous donne des devoirs et veut que nous apprenions nos leçons, mais elle a bon cœur et elle a de la peine devant la tristesse de Nick.

- Voyons mon enfant, arrête de pleurer, il doit bien y avoir une solution, et se retournant vers les enfants leur demande;
- Qu'est-ce que vous en pensez les enfants? Comment peut-on faire pour aider Nick à suivre les leçons?

Emmy et Rose, toujours rapides, se mettent à réfléchir. On peut même apercevoir de la fumée sortir de leur tête tant ça brasse dans

leurs cerveaux, avec leurs cheveux rouges, c'est tout un spectacle!

- Madame, madame, madame, si on ouvrait la fenêtre et que Nick se plaçait juste à côté, il pourrait vous entendre et suivre la leçon!
- Mais comme elles sont malines mes petites amies, d'accord, j'ouvre la fenêtre, allez vous placer Nick, on va commencer le cours.

Nick s'installe tant bien que mal sous le grand pommier près de la fenêtre. Ainsi il se protégera un peu du soleil. Mais encore une fois, le voilà seul, mis de côté. Les enfants, curieux, observent le géant Nick de leurs pupitres, ils n'écoutent plus la leçon et madame s'en rend vite compte.

L'enseignante sévère, chicane ses élèves pour qu'ils écoutent. Mais on l'a dit tantôt, elle a grand cœur et quand elle regarde par la fenêtre à son tour, elle voit bien comme Nick est triste et a l'air malheureux.

Elle suggère à ses élèves:

- Comme personne n'écoute plus, que diriez-vous si on allait rejoindre notre nouveau camarade dehors pour y faire la classe, il fait beau et comme ça tout le monde sera content.

Les enfants commencent à crier, tout excités. Ils prennent cahier et crayon, se mettent en rang pour sortir et aller s'installer sous le grand pommier avec Nick qui sourit de bonheur de ne plus être seul.

Madame peut maintenant donner son cours.

Nick devient vite populaire. C'est si pratique d'avoir un ami géant, il peut cueillir les pommes les plus rouges tout en haut du pommier, rapporter le cerf-volant d'Hector pris dans les fils électriques depuis des semaines. Et dans l'équipe de basketball, il est vraiment un champion!

Madame a même demandé à monsieur Jacques si c'est possible d'utiliser sa grange abandonnée pour les jours de pluie... pour l'hiver, on trouvera bien une solution aussi. Nick fait partie du groupe maintenant!

Nick le géant, inspiré par Emma, Lillie, Charlie et Nixon, élèves de 2^e et 3^e année de l'école Notre-Dame-du-Cap.



Ce conte est le fruit d'un projet d'écriture collective de la classe de 4^e et 5^e année de l'école Notre-Dame-du-Cap à Cap Saint-George. Supervisés par sa monitrice de langue, Jocelyne Rochon, les jeunes écrivains en herbe sont Malia Clavau, Marissa Benoît, Raynay Benoît, Calch Benoît, Westyn Harvey et Wyatt Moores.

HISTOIRE À DORMIR DEBOUT

Par un beau matin de janvier, je vais chercher mon ami Bobby pour faire un tour de skidoo. Il embarque et après quelques heures, nous commençons à avoir faim. On décide d'aller chasser l'origanal dans les bois, une chance j'avais pensé apporter mon fusil.

Vite, on voit une grosse bête, on la tue et on retourne à la maison pour préparer une bonne tarte à l'origanal pour souper. On commence à préparer le repas, ça sent bon dans la cuisine. Bobby fait la pâte, je fais cuire la viande quand on entend frapper à la porte. J'ouvre, c'est Johnny et Hector, les voisins.

Ils me demandent de leur donner de l'argent comme toujours et ils veulent mon skidoo pour aller faire un tour. Je dis non et je claque la porte. Ils repartent chacun de son côté, très fâchés. Nous, on continue à faire notre tarte à l'origanal en chantant.

Hector rencontre quelqu'un sur son chemin qui transporte une grosse boîte. Il lui demande une boisson gazeuse contre sa boîte. Hector est content de l'échange. Il prend la boîte, donne une cannette à l'homme et rentre dans sa cabane. Tout de suite, il ouvre la boîte, sort la télévision qui était dedans et la branche. C'est l'heure des nouvelles. Son gros chien Rufus vient s'asseoir avec lui sur le divan.

Hector regarde l'écran. Il est surpris par ce qu'il voit. Il ne comprend pas et il a peur des images à la télévision. C'est juste de la guerre, de la violence, des morts, des ouragans. Il se ronges les ongles nerveusement, met sa couverture sur sa tête, il tremble et claque des dents.

Finalement, trop bouleversé, il ferme la télé et va se coucher dans son lit, mais il

ne peut pas dormir car il est trop triste et il a encore peur. Il pleure toute la nuit, tellement fort que ses draps sont tout mouillés. Le matin, il a mal au ventre parce qu'il a bu trop de boisson gazeuse. Il se rend à la salle de bain et tombe sur son chien Rufus qui l'attaque et essaie de le mordre. Pour le calmer, Hector lui donne un os et allume la télévision. C'est l'heure de l'émission *Bob l'éponge*. Hector va s'asseoir avec son chien Rufus, c'est une vieille émission très drôle. Ils rient fort. Soudain de la fumée sort par les côtés de la télévision et elle explose et met le feu à la cabane.

Hector et Rufus sortent en catastrophe et regardent la cabane brûler. Les voisins voient la fumée et le feu. Ils arrivent en courant et voient qu'il n'y a rien à faire, alors ils commencent à faire la fête. Ils

grillent des guimauves, ils chantent, Hector danse, le chien Rufus jappe de bonheur. Bobby et son ami arrivent en skidoo avec le reste de tarte à l'origanal pour partager avec tout le monde.

Ils se régaler, c'est vraiment bon et demain, après la fête, ils aideront Hector à se reconstruire une nouvelle cabane, parce que même s'il est trop lent, c'est leur ami.

Cette histoire est le résultat d'un projet d'écriture collective avec les élèves de 6^e et 7^e année de l'école Sainte-Anne à La Grand Terre, Drake Vallis, Cruze Bungay, Danielle Jesso, Selena Lecointre, Manoaah Moores, Eva et Sofie Tallack. Le projet était supervisé par leur monitrice de langue Jocelyne Rochon.